

<https://www.pouruneconstituante.fr/spip.php?article725>



En Espagne aussi : les hôpitaux livrés à la spéculation financière

- Cahiers d'exigences : Écrivez vous-mêmes vos exigences en répondant à l'appel -



Date de mise en ligne : samedi 13 juillet 2013

Copyright © ASSOCIATION POUR UNE CONSTITUANTE - Tous droits

réservés

Nous avons largement publié les attaques subies par les hôpitaux, cliniques et maternités en France. mais le phénomène est largement répandu en Europe. Voir ci-dessous l'article publié par Basta ([bastamag.net](http://www.bastamag.net)) Voir <http://www.bastamag.net/article3090.html> sous la signature de Nathalie Pédestarres (27 mai 2013)

Au nom de la croissance et de la réduction des déficits, le gouvernement espagnol accélère la privatisation du système de santé publique. Des fonds d'investissement en quête de « rentabilité élevée » s'emparent d'hôpitaux, sur fond de conflits d'intérêt et de scandales politico-financiers. Collectifs citoyens et syndicats dénoncent les conséquences désastreuses de cette privatisation : des patients mourant prématurément par négligence, un personnel soignant en pleine dépression, et des coûts au final plus élevés que ceux d'une gestion publique. Enquête sur un désastre en cours.

« Partenariat public privé » : ce mode de gestion, appliqué au système de santé publique espagnol provoque des ravages, tant sociaux que sanitaires. 2 700 personnes seraient mortes prématurément en 2012 dans la région de Valence, selon un rapport de l'UGT, le premier syndicat espagnol. En cause : la dégradation des services, les coupes brutales dans les effectifs, et la gestion privée. « La santé de plus d'un million de valenciens est entre les mains d'organisations mercantiles privées qui s'introduisent dans le secteur de la santé publique dans le but explicite d'obtenir des bénéfices », dénonce le syndicat. Dans la région de Madrid, où la privatisation du secteur est également en cours, 7 500 postes de personnel soignant ont été supprimés depuis 2012. Soit plus de 10% des effectifs des hôpitaux madrilènes ! Dans la capitale, les listes d'attente s'allongent et la presse relaie de nombreux cas de négligences médicales.

Au nom de la réduction des coûts et de l'efficacité, le gouvernement de Mariano Rajoy (Parti populaire, droite) est en train de multiplier ces « partenariats public privé » dans la santé. Ils s'inspirent du système anglo-saxon des « Private Finance Initiatives » (PFI) qui vont bien au-delà, en terme de privatisation, que la délégation de service public pratiquée en France [1]. Ces PFI ont été initiées en Grande-Bretagne dans les années 1990. Elles sont aujourd'hui accusées d'y avoir contribué à la dégradation du système de santé. L'hôpital Stafford au Royaume-Uni, qui a défrayé la chronique en février, est régi par ce système, comme 118 autres établissements de santé du pays. 1 200 patients y seraient décédés entre 2005 et 2008, victimes de mauvais traitements, de négligences de la part d'un personnel sanitaire peu qualifié et démotivé, et de conditions d'hygiène déplorables [2]. D'autre part, ces PFI reviendraient beaucoup plus cher aux contribuables britanniques qu'une gestion publique [3]. « Les pays qui voient arriver la compétitivité et les opérateurs privés dans leurs systèmes de santé devraient s'inquiéter », alerte, fin 2012, Göran Dahlgren, un ancien haut fonctionnaire de la Santé publique en Suède, pays qui a aussi développé des PFI.

Conditions de travail « inhumaines »

C'est justement du Royaume-Uni et de Suède que viennent deux des principaux acteurs de la privatisation du secteur de la santé espagnol. Le premier prestataire de soins sanitaires privé en Suède, Capio, est bien implanté en Espagne (et possède une vingtaine de cliniques en France). « Le profit encourage le travail dans le système sanitaire », clame son président, Thomas Berglund [4]. Sa filiale espagnole, et ses six hôpitaux madrilènes, a été revendue début 2013 à un fonds d'investissement basé à Londres, CVC Capital Partners, qui affiche clairement cibler des secteurs à « rentabilité élevée ». Rebaptisé IDC Salud, le groupe compte s'emparer des prochaines concessions hospitalières mises sur le marché par le Parti populaire dans les régions de Madrid et de Castille.

Cette nouvelle vague de privatisation suscite une formidable levée de boucliers, relayée par le mouvement des

indignés espagnols. Une pétition pour paralyser le plan de privatisation du gouvernement a récolté 900 000 signatures à Madrid et les manifestations se succèdent. La « Coordination anti-privatisation de la santé publique de Madrid » (CAS) [5], l'un des collectifs espagnols les plus actifs, a compilé les témoignages de personnels soignants décrivant leurs conditions de travail jugées « inhumaines » dans les nouveaux hôpitaux privatisés, sous régime PFI. « J'ai perçu mon transfert au nouvel hôpital comme la pire année de ma vie avec des relations délétères entre les travailleurs, une détérioration manifeste de la qualité d'attention aux patients », y confie un médecin urgentiste. « Parmi nous, il y a des professionnels très jeunes, en arrêt maladie depuis longtemps, sous traitement pour dépression. [...] Le nombre de fois où je les ai vu arriver au travail en pleurant... Ils sont suivis par le psychiatre de l'hôpital. [...] J'ai vu des médecins aussi partir chez eux en larmes, à cause de la pression », décrit une infirmière [6].

Des privatisations pour réduire les déficits ?

Pour justifier ces privatisations, les acteurs privés, soutenus par le ministère de la Santé, agitent l'épouvantail du déficit. « Nous défendons l'introduction de critères entrepreneuriaux dans la gestion de la santé publique pour pouvoir offrir une attention universelle, ce qui n'est pas le cas actuellement faute de moyens », affirme, lors d'une conférence de presse le 20 mars, Juan Abarca, PDG du groupe hospitalier privé HM Hospitales, l'un des principaux concurrents de Capiro, et président d'une structure qui défend les intérêts de la gestion privée (IDIS, Institut pour le développement et l'intégration du secteur de la Santé). L'IDIS prétend que le secteur public a accumulé une dette auprès des prestataires privés de 4,1 milliards d'euros. Et dans le même temps, le gouvernement cherche à économiser 7 milliards d'euros par an dans la santé.

Malgré les critiques du système de gestion PFI ailleurs en Europe, et le mouvement de protestation en Espagne, le gouvernement s'obstine. Pourquoi vouloir appliquer coûte que coûte cette formule controversée ? « Parce qu'il est lui-même dans le business ! », s'insurge Carlos Barra, médecin dans un hôpital public de la banlieue de Madrid, qui a travaillé pendant treize ans pour le ministère de la Santé publique. Conflits d'intérêt et pantouflages sont effectivement au rendez-vous. Deux ex-conseillers à la Santé publique de la communauté autonome de Madrid, Manuel Lamela et Juan José Güemes, sont devenus cadres au sein de deux entreprises privées (Assignia Infraestructuras et Unilab) qui ont opportunément obtenu les concessions pour gérer, respectivement, l'hôpital Tajo d'Aranjuez, au Sud de Madrid, et les laboratoires d'analyses de six hôpitaux madrilènes.

Scandales politico-financiers

Le gouvernement de Madrid avait également attribué en 2005 les licences de construction et de gestion privée de huit nouveaux hôpitaux à des conglomérats composés de banques et de groupes du BTP [7]. Ces derniers sont désormais dans le collimateur des juges qui enquêtent sur deux retentissantes affaires de corruption, l'affaire Gürtel et l'affaire Barcenas, dans lesquelles sont impliqués de hauts dirigeants du Parti populaire et plusieurs de ces entreprises de la construction.

Des présomptions d'évasion fiscale planent également : avec l'aide d'économistes et d'avocats, la Coordination anti-privatisation a découvert que CVC Capital Partners, le fonds d'investissement qui possède, via la filiale IDC Salud, six hôpitaux madrilènes, dissimulerait des bénéfices dans les Îles Caïmans par l'intermédiaire de sociétés écrans. La plus grande opacité règne autour des comptes de ces entreprises et aucune commission internationale rogatoire n'a été requise pour y accéder.

Collectifs, syndicats et mouvements sociaux, comme la Coordination anti-privatisation, redoublent d'énergie pour endiguer ces accaparements spéculatifs des services de santé par ce qu'ils nomment des « fonds charognards ». Leur cheval de bataille : la révocation de la loi 15/97 sur la « modernisation du système de santé publique » qui autorise légalement l'entrée de fonds spéculatifs dans la santé. « Pour nous, une véritable gestion publique consisterait à appliquer un contrôle citoyen sur la gestion de ce service, en particulier une plus grande transparence

des budgets alloués aux hôpitaux et qui sont en définitive payés par les contribuables », estime Antonio Gómez, médecin traitant au dispensaire du quartier de Vallecas, à Madrid.

Coopératives et autogestion

Collectifs citoyens et syndicats ont publié plusieurs études montrant que l'assistance médicale spécialisée dans un établissement privé coûte 16% à 27% plus cher que la même prestation proposée par l'administration publique. Le coût d'un lit hospitalier serait 74% plus onéreux dans le privé. Autre cible : la Commission européenne qui soutient de fait cette stratégie de privatisation, accélérée grâce aux plans d'austérité. Pour Berta Iglesias, de l'ONG Ecologistas en Acción, il n'y a qu'à lire le dernier programme européen « La santé en faveur de la croissance » (publié en novembre 2011) pour comprendre que Bruxelles pousse les États membres à « œuvrer en faveur de l'économie financière et non du bien-être social » [8].

Au-delà des résistances, la Coordination anti-privatisation commence à s'intéresser aux alternatives apparues en Grèce, notamment les dispensaires sociaux solidaires. En Catalogne, des « communautés citoyennes autogérées » (ecoxarxas) sont en train de mettre en place un système de coopératives de santé publique. Spéculateurs et « fonds charognards » ? ¡ No pasarán !

Nathalie Pédestarres

[1] Une mission d'intérêt général confié à un opérateur privé, comme la gestion de l'eau ou d'un transport public, et encadrée, plus ou moins rigoureusement, par l'Etat ou la collectivité locale.

[2] Lire cet article de Courrier International.

[3] D'après une étude menée par le quotidien The Guardian (basée sur les statistiques gouvernementales) les contribuables anglais auront à déboursier 79,1 milliards de livres sterling pour rembourser les 118 contrats PFI liés à la Santé, soit sept fois leur coût d'investissement initial (11,6 milliards de livres sterling).

[4] Lors d'une interview au quotidien britannique Guardian en décembre 2012.

[5] Coordinadora Anti-privatización de la Sanidad Pública de Madrid.

[6] Télécharger le rapport (en espagnol).

[7] Sacyr-Vallehermoso, Begar-Ploder, Hispánica, Sufi S.A.

[8] Pour consulter le rapport.